

# LES INSTITUTS DE RECHERCHE: EXPANSION ET RECONFIGURATION DANS LE CHAMP SCIENTIFIQUE ARGENTIN PENDANT LE DERNIER GOUVERNEMENT MILITAIRE (1976-1983)

FABIANA BEKERMAN

## RÉSUMÉ

Dans ce travail nous nous proposons d'analyser les reconfigurations produites dans le champ scientifique public en tant que résultat de la politique scientifique-universitaire mise en place par la dernière dictature militaire en Argentine. En termes généraux, les institutions qui faisaient partie de cet espace ont traversé des processus opposés. Tandis que les Universités Nationales ont été soumises à un processus de profonde rétraction, le Conseil National de Recherches Scientifiques et Technologiques – dorénavant, CONICET – a traversé une étape de grande expansion, croissance et décentralisation. Le résultat a été un profond éloignement des liens existants entre les deux institutions et la conformation d'une nouvelle structure scientifique basée sur l'existence d'instituts de recherche dont nous essaierons d'expliquer leur dynamique et leurs rapports.

**Mots clés:** Champ scientifique argentin–dictature militaire–CONICET–  
Universités Nationales.

## **INTRODUCTION: LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE PENDANT LA DICTATURE**

Le coup d'état qui a eu lieu en Argentine le 24 mars 1976 a été un des maillons de la chaîne de dictatures militaires installées en Amérique Latine durant les années soixante-dix<sup>1</sup>, caractérisées par la décision des Forces Armées des différents pays de s'emparer du gouvernement, déplacer le pouvoir civil et diriger l'État en faisant appel à des mécanismes basés sur des hiérarchies militaires. Ansaldi (2004) soutient qu'une des caractéristiques communes dans ces dictatures a été le fondement idéologique soutenu par la Doctrine de Sécurité Nationale (DSN). Dans cette doctrine on mettait en valeur le besoin d'assurer la «sécurité interne» face à la menace de l'«action indirecte» du communisme. De cette manière, il y a eu un remplacement des guerres conventionnelles par des guerres idéologiques disputées à l'intérieur des frontières nationales.

La Junte Militaire qui s'empara du gouvernement en Argentine justifia son irruption en argumentant le besoin de terminer avec la mal-gouvernance, la corruption et la subversion. Parmi les premières mesures du nouveau gouvernement on déclara la caducité du mandat des autorités constitutionnelles dans tous les domaines et les Forces Armées prirent en charge le gouvernement sur tous les niveaux. Tous les membres du Tribunal Suprême de Justice furent destitués, les activités politiques et syndicales furent éliminées, ainsi que le droit de grève et les libertés syndicales. Les principaux pôles industriels du pays furent intervenus et militants syndicaux et ouvriers furent mis à la porte, tandis que de nombreux travailleurs étaient arrêtés selon des «listes noires» confectionnées antérieurement. Dissolution des organisations politiques, culturelles et des étudiants qualifiées de tendance marxiste et une Loi de Substituabilité pour dépurier le personnel de l'administration

---

<sup>1</sup> Les dictatures du : Chili (1973-1990), Brésil (1964-1985), Paraguay (1954-1989), Bolivie (1971-1978), Pérou (1968-1975), entre autres.

publique. La persécution s'est élargie au champ de la culture et ainsi, les chaînes de télévision et les radios furent contrôlées et censurées par les Forces Armées moyennant des dispositions internes et plusieurs revues, journaux et maisons d'édition durent fermer leur porte.

Le domaine éducatif se trouva soumis à un contrôle asphyxiant puisque pour le régime militaire la subversion avait ses bases idéologiques dans les lycées et les universités. De ce fait, la disparition, la prison ou l'exil affectèrent des centaines d'étudiants, professeurs et chercheurs (Rapoport, 2000). En ce qui concerne le domaine universitaire s'initia une des étapes la plus sanglante de l'histoire et un processus que Kaufmann (2001) caractérisa comme militarisation de l'éducation publique, menée à bien sur plusieurs modalités comme l'intervention directe des autorités militaires dans la conduction universitaire, changement de la structure organisationnelle, des liens étroits avec les secteurs intégristes du catholicisme, sévère contrôle idéologique, démantèlement de la pensée scientifique autonome et imposition d'une science pérenne, persécutions et licenciements dans le corps enseignant et expulsions dans le corps étudiantin, impunité académique pour imposer des mécanismes, des procédures et pratiques répressives dans les universités. Ce régime de disciplinement et contrôle se compléta par des pratiques clandestines de disparitions, tortures et mise à mort des potentiels opposants intellectuels. D'autre part, le gouvernement militaire mit en place des mesures dans le but de diminuer les dimensions du système universitaire, telles que l'imposition d'un examen d'entrée, d'un système de quotas par carrière et par université et l'imposition de taxes universitaires. Ces mesures provoquèrent une chute des chiffres du nombre d'étudiants inscrits sur les niveaux enregistrés une décennie avant, entraînant un renversement du processus d'expansion du début de la décennie de 1970 (UNESCO-PNUD, 1981).

Toutefois, pour le champ scientifique (spécifiquement pour le CONICET) le gouvernement militaire signifia le commencement d'une période contradictoire. D'un côté, tout comme dans les universités, on imposa des mesures restrictives et disciplinantes. Parmi ces dernières nous pouvons mentionner l'expulsion du

personnel pour causes idéologiques ou des raisons injustifiées. Selon les révisions exhaustives que nous avons réalisées sur toutes les Décisions du CONICET entre 1976 et 1983, un total de 679 personnes furent expulsées (chercheurs, boursiers et personnel de soutien à la recherche)<sup>2</sup>. Simultanément il y eut un remplacement de personnes qui laissa la conduction du CONICET à un groupe réduit de chercheurs qui occupèrent des postes de consultants et dirigeants. C'est ainsi que certains noms commencèrent à se répéter dans les différents niveaux de la hiérarchie institutionnelle où l'on put voir se concentrer jusqu'à 25 postes pour une même personne. Outre cela, une nouvelle dynamique institutionnelle s'instaura, caractérisée par la fraude économique à travers la déviation de fonds publics en mains privées. Mais, d'autre part, des mesures de modernisation s'instaurèrent exprimées par la croissance de l'infrastructure et du personnel scientifique, par une forte expansion et décentralisation du système d'instituts et par l'augmentation significative du budget du CONICET.

En effet, la politique scientifique de la dictature militaire se caractérisa par la répression, l'expulsion et le disciplinement mais dans le cas du CONICET ceci fut accompagné d'une forte croissance tandis que pour les universités cela allait signifier une étape de profonde rétraction. En conséquence, une nouvelle structure scientifique se mit en place, établie sur les instituts dépendant du CONICET et détachée du domaine académique<sup>3</sup>.

Arrivés sur ce point il s'avère intéressant de se demander comment s'élabora cette politique scientifique-universitaire, qui la mena à bien et comment elle se mit en place dans les différents niveaux institutionnels. La conceptualisation sur la politique

---

<sup>2</sup> Ce nombre de licenciements représente le 14,5% en rapport au total du personnel appartenant au CONICET, qui en 1983 était de 4690.

<sup>3</sup> Notre travail concentre l'analyse de ces deux institutions (Universités et CONICET) qui constituaient les piliers du domaine académique et scientifique publique pendant la période que nous étudions. Nous ne méconnaissons pas qu'il existait une naissante expansion des centres académiques privés, surtout significative pour les sciences sociales. Mais en Argentine, ainsi que dans le reste d'Amérique Latine, la recherche scientifique se soutenait (et se soutient) avec des ressources de l'État et par conséquent le domaine scientifique était établi essentiellement sur la sphère publique.

scientifique est complexe et a été abordée depuis diverses perspectives. Notre point de départ s'inscrit dans la notion de Vessuri (1983) qui la conçoit comme une série de choix sur quelle science faire, qui sont déterminés par des idéologies et valeurs impliquant, en conséquence, l'acceptation de certains chemins pour la science et un refus pour d'autres voies. Cette définition rend compte d'un lien direct entre le domaine du pouvoir ou bureaucratique et le domaine scientifique et cela nous conduit, indéfectiblement, à la question de l'autonomie de la science, surtout dans la période que nous analysons puisqu'il s'agit d'un gouvernement de facto. Pour Dagnino et Thomas (1999) les politiques de sciences et technologie seraient le résultat de décisions prises « depuis le haut vers le bas », où les decision-makers depuis la pointe de la pyramide centralisée maintiennent un processus hiérarchique de mise en place et le personnel de base achève les objectifs établis. Toutefois, les mêmes auteurs avisent que ceci ne correspond pas aux faits étant donné que la politique scientifique-technologique se caractérise par un mélange de styles, où prévalent des mécanismes du genre « depuis le bas vers le haut ».

C'est ainsi que, la nouvelle structure scientifique issue pendant la période militaire en Argentine a été liée à la conception que la coupole militaire et civile avait, vis-à-vis de comment faire de la science, c'est-à-dire, liée aux décisions de politiques scientifiques prises « depuis le haut vers le bas » mais au même temps nous trouvons la présence d'actions et de décisions prises « depuis le bas vers le haut » par le groupe de chercheurs qui accumula des postes hiérarchiques pendant cette période et qui compta sur des degrés d'autonomie suffisants pour marquer le cap de la recherche scientifique en fonction de leurs propres intérêts scientifiques et disciplinaires.

Dans ce travail nous analyseront, en premier lieu, l'évolution budgétaire destinée à l'activité scientifique et nous verrons plus tard comment le gouvernement militaire a misé fortement sur le CONICET au détriment des universités. Postérieurement, nous analyserons la politique de création d'instituts où nous pourrions identifier quelques éléments « depuis le haut » et « depuis le bas » et nous verrons comment s'est concrétisée la croissance et

décentralisation du système scientifique établi sur les instituts de recherche en produisant une nouvelle structure de rapports, dont nous essayerons de comprendre la dynamique.

## **LE BUDGET POUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE: MISE SUR LE CONICET ET RÉTRACTION DES UNIVERSITÉS**

Le budget que le gouvernement national destinait à la recherche scientifique était exécuté à travers la «Finalité Sciences et Technique» du Budget National. Cette Finalité distribuait le budget entre diverses institutions consacrées à la recherche scientifique et technologique, entre autres le CONICET et les Universités Nationales. Pendant la période militaire le budget de cette Finalité augmenta de manière progressive et soutenue : en 1976 elle était de 802 millions de pesos argentins<sup>4</sup>, en 1981 elle atteignit un pique maximal de 1577 millions et arriva en 1983 avec une affectation de 1385 millions de pesos (Ministère d'Economie et Production, 2007). Mais la distribution de cette hausse ne fut pas homogène entre les institutions qui faisaient partie de cette Finalité, puisque quelques-unes reçurent une augmentation tandis que d'autres souffrirent une forte diminution budgétaire.

Par exemple, les Universités, l'Institut National de Technologie Agricole et de l'Elevage (INTA) et l'Institut National de Technologie Industrielle (INTI) commencèrent à perdre de la participation sur cette Finalité. L'INTA recevait en 1976 le 34% et en 1983 le 17% tandis que l'INTI passa du 0,5% au 0,2% pour la même période. Pour ce qui est des Universités, il y avait déjà eu une légère diminution de sa participation entre 1972 et 1974 (28% et 23%, respectivement) mais entre 1975 et 1976 une chute

---

<sup>4</sup> Sur la valeur courante de 2006.

abrupte se produisit en passant de 26% au 8%. Tout au long de la période militaire les universités continuèrent à perdre participation et vers 1983 elles ne percevaient que 7% des ressources de cette Finalité.

En revanche, le Ministère de Défense, la Commission Nationale d'Énergie Atomique(CNEA) et le CONICET augmentèrent leur participation dans la distribution de ces ressources. Le premier de ces organismes augmenta son budget du 14% au 22% entre 1976 et 1978 et s'est maintenu jusqu'à la fin de cette période sur une moyenne relativement élevée. La CNEA entama la période en recevant 12% et en 1983 arriva à 38%. Pour ce qui est du CONICET l'augmentation fut significative parce que cet organisme n'était pas lié directement à des objectifs militaires comme le pouvaient être les autres organismes et parce qu'étant éminemment une institution consacrée à la recherche tout comme les universités, il garda un comportement diamétralement opposé à ces dernières. Entre 1975 et 1976 sa participation augmenta du 13% au 25% entre une année et l'autre. En 1981 il recevait le 31% et vers la fin de la période, en 1983, 27% des ressources que cette Finalité distribuait<sup>5</sup>.

D'après les données exposées il est clair que, d'une part, le budget que le gouvernement militaire destina à la recherche scientifique ne se distribua pas de manière homogène mais, d'autre part, il est évident qu'il y eut un transfert de ressources budgétaires des universités vers le CONICET (entre 1975 et 1976) que ce gouvernement utilisa comme outil fondamental pour concentrer la recherche scientifique au sein du CONICET et limiter ce transfert dans le champ éducatif.

En effet, les universités diminuèrent leur budget non seulement pour la Finalité Science et Technique mais aussi sur le total des ressources qu'elles recevaient. En 1975 le budget universitaire était de 319 millions de pesos<sup>6</sup> et en 1976 ce montant avait

---

<sup>5</sup> Ces données sont extraites de Gertel, H. (1987) et du bulletin du CONICET (1985).

<sup>6</sup> Sur la valeur courante de 1985.

diminué à 167 millions et arriva en 1983 à 150 millions (Direction Nationale d'Affaires Universitaires, 1986). A l'étouffement économique s'ajouta la mise en œuvre d'une politique de diminution des inscriptions, qui tomba entre 1975 et 1982 à un rythme de 4,5 annuel. En 1977 la baisse fut plus abrupte puisque sur presque 90 mille inscrits elle arriva à 45 mille. Ce processus n'était pas indiscriminé puisqu'il affecta particulièrement les universités très peuplées situées dans la région métropolitaine. Le panorama universitaire se compléta par l'approfondissement des persécutions et expulsions d'enseignants et étudiants, la fermeture de carrières complètes et instituts de recherche, la modification des plans d'étude surtout dans les carrières de sciences sociales, l'approbation de deux lois (en 1976 et 1980) qui permettaient l'intromission de l'état dans les affaires universitaires et interdisaient l'activité politique, en portant atteinte directement à l'autonomie universitaire. Cette politique éducative de la dictature – caractérisée par les études disponibles comme «limitationniste» (Perez Lindo, 1985) ou «malthusienne» (Weinberg, 1987)- ébranla l'institutionnalité universitaire et intervint régressivement dans un processus régional qui depuis 1950 tendait à la modernisation et l'expansion.

Le cas du CONICET fut diamétralement opposé à celui des universités. Non seulement sa participation dans la Finalité Sciences et Technique augmenta comme nous l'avons dit, mais a il reçut aussi une augmentation globale de son budget de 7 fois entre 1970 et 1981 (CONICET, 1982). La croissance ne fut pas seulement économique mais aussi du personnel et instituts de recherche. Les chercheurs s'élevaient à 747 en 1976 et arrivèrent à 1389 en 1983, le personnel technique de soutien à la recherche augmenta de 569 à 1887 pendant la même période et les boursiers internes passèrent de 233 à 1414 (CONICET, 1983a).

La création d'instituts de recherche n'avait pas été pour le CONICET un instrument important de promotion de la recherche jusqu'à la moitié des années 60. A partir de cette période elle se fortifia pour devenir hégémonique depuis 1976.

En fait, en 1970 le CONICET avait 8 instituts sous sa dépendance, en 1976 ce chiffre était monté à 55 et en 1983 à 127.

En 1979, lors du discours d'inauguration de la Première Rencontre de Directeurs d'Instituts du CONICET, on soutenait le besoin de la création d'instituts dépendants du CONICET vu le «vide» existant dans les universités, dont le potentiel scientifique était décrit comme faible et dispersé (CONICET, 1979 :21)<sup>7</sup>.

Cette année-là le gouvernement militaire obtint un prêt considérable du BID<sup>8</sup> qui chargea le CONICET de l'approfondissement le Programme de Création de Centres Régionaux de Recherche que celui-ci avait fondé en 1976<sup>9</sup>. Ainsi, furent établis 4 Centres Régionaux dans des provinces de l'intérieur du pays alors que les instituts localisés dans la région métropolitaine furent expressément exclus du programma. En outre, le CONICET mit en place d'autres mesures décentralisatrices comme le supplément de salaire pour chercheurs disposés à installer à l'intérieur du pays (CONICET, 1978). En conséquence l'importance des instituts situés hors capitale s'accrut : en 1970 ils représentaient 15% en rapport au total, en 1976 23% et en 1981 30% (CONICET, 1983b). La proportion de chercheurs résidant à l'intérieur du pays passa de 17% à 28% entre 1971 et 1981 (CONICET, 1980).

---

<sup>7</sup> Certes à cette époque les universités n'étaient même pas considérées par les propres élites scientifiques en tant qu'espaces professionnalisés pour le développement de la recherche, sauf quelques enclaves exceptionnelles, la politique du moment aurait pu s'orienter au développement de ces institutions. Cependant, elle se concentra sur le CONICET et les directeurs des instituts dépendants de ce dernier furent privilégiés dans la distribution des fonds que le gouvernement destinait à la recherche scientifique.

<sup>8</sup> Le prêt obtenu était de 66 millions de dollars, dont le 64% était destiné au CONICET. Convention N°348/OC-AR. Pour plus d'information voir Algañaraz, V. et Bekerman, F. (2011) The BID-CONICET loan: A case of financial dependency of Science public policy during the Argentine military dictatorship (1976-1983) Beigel, F. et Sabea, H. (2011) Academic dependency: the challenge of building autonomous social sciences in the South, EDIUNC-SEPHIS: Mendoza, Argentine. Sous presse.

<sup>9</sup> Le programme de Création de Centres Régionaux fut créé par Décision du CONICET N°217, du 25 novembre 1976.

L'expansion des instituts ne fut pas homogène en ce qui concerne les disciplines développées. Les sciences de la médecine maintinrent leur position historiquement dominante même si elles furent déplacées en quelque sorte par les sciences naturelles et exactes encouragées pendant la période que nous étudions. Les sciences technologiques laissées de côté auparavant, reçurent aussi une forte impulsion dans les instituts situés à l'intérieur et les sciences sociales et humaines maintinrent leur position marginale. La proportion des diverses disciplines sur le total des instituts de recherche existant en 1983 illustrent cette tendance: 46,5% du total des instituts abritaient sciences exactes et naturelles, 24,4% aux sciences de la médecine, le 15,7% aux sciences de la technologie et génie et, finalement, 13,4 % s'occupait des sciences sociales et humaines (CONICET, 1983a). Il faudrait se demander, pourquoi le gouvernement militaire aurait renforcé la structure institutionnelle du CONICET en concentrant sur cet organisme les activités de recherche en les isolants du système universitaire? Une réponse possible à cette interrogation nous pourrions la trouver si l'on considère que les gouvernements autoritaires en Amérique Latine ont démontré une tendance à assigner des ressources pour la recherche scientifique et technologique dans des domaines extra-universitaires dans lesquels il existait des degrés d'autonomie inférieurs que pour universités (Oteiza, 1992). Dans le contexte des années soixante-dix, où les universités étaient des espaces fortement politisés qui luttaient pour l'autonomie institutionnelle et académique, il n'est pas difficile d'imaginer que le gouvernement militaire ait voulu «vider» ces institutions et en les laissant isolées du système scientifique national, surtout les plus grandes situées dans la région métropolitaine du pays. C'est pour cette raison que les instituts créés pendant la dictature dans cette région furent fondés sous la dépendance exclusive du CONICET ou à travers des conventions avec une fondation privée ou un organisme de gouvernement, mais dans tous les cas de figure ils étaient séparés des universités nationales. Contrairement à ce

qui arrive actuellement dans les pays non-hégémoniques comme l'Argentine où les fonds publics destinés à la recherche se caractérisent par un déplacement institutionnel en faveur des universités nationales et au détriment de la recherche par secteur et d'organismes gouvernementaux (Losego et Arvanitis, 2008).

De sorte que la période de dictature pourrait être pensée comme un point d'inflexion pour la recherche scientifique pour deux raisons au moins. La première, c'est qu'un profond éloignement s'engagea entre le CONICET et les universités, réalité qui persiste encore de nos jours. La deuxième, c'est que pour les universités cette situation signifia une grande perte humaine, institutionnelle qui fut très difficile à surmonter tandis que pour le CONICET, malgré les ruptures traduites par l'expulsion de personnel, remplacement du personnel de recherche, l'instauration d'une dynamique institutionnelle autoritaire, etc. s'amorça une étape de forte croissance institutionnelle qui augmenta considérablement son infrastructure.

Cette politique au CONICET fut dirigée non seulement par la coupole militaire mais aussi par un groupe de chercheurs qui renforcèrent leur pouvoir institutionnel après le coup d'état, ce qui reflète une certaine continuité dans la gestion du CONICET. Comme l'on affirmé Mauton and Woost (2009), en périodes de dictature, dans certains pays d'Amérique Latine comme l'Argentine, le Brésil ou le Venezuela, la destinée de la science fut déterminée par l'existence d'un pacte entre certains secteurs de la société.

En définitive, la politique de création d'instituts et décentralisation du système scientifique fut à l'origine d'une nouvelle structure des instituts au sein du CONICET et reconfigura le lien entre le CONICET et les Universités Nationales. Nous essaierons de comprendre comment a fonctionné cette structure, quelles ont été les disciplines qui orientèrent ce processus de croissance et expansion et comment

se configurèrent les nouveaux espaces qui gouvernèrent pendant la période de dictature.

## **L'ESPACE DES INSTITUTS DU CONICET, UNE NOUVELLE STRUCTURE SCIENTIFIQUE.**

Pour analyser l'espace des instituts du CONICET nous avons eu recours à l'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (dorénavant AFCM). Cet outil méthodologique nous a permis de visualiser les positions et oppositions des instituts, établies en fonction des ressources scientifiques et sociales détenues par les directeurs et les instituts. Nous avons considéré ces ressources capitales parce que selon la perspective de Pierre Bourdieu, nous saisissons le champ scientifique comme un espace structuré de positions où se développent des luttes entre les individus qui occupent ces positions, dont l'objectif est de s'approprier des ressources spécifiques qui définissent ce champ et qui sont inégalement distribuées. Précisément, le capital n'est pas une ressource quelconque mais celle qui est appréciée et qui produit de l'intérêt par son accumulation. Dans notre cas, le capital spécifique du champ scientifique est de rechercher de l'autorité scientifique «comprise dans le sens de la capacité de parler et agir légitimement (c'est-à-dire de manière autorisée et avec de l'autorité) en matière de science, qui est socialement reconnue à un agent déterminé» (Bourdieu, 2003, p.76). Dans le cadre de cette matrice théorique nous considérons les individus qui font partie du champ scientifique (directeurs désigné par le gouvernement militaire, chercheurs, directeurs d'instituts, etc.) comme agents parce que cette notion fait référence à une action inconsciente mais qui peut anticiper les bénéfices attendus en fonction de la place occupée dans la structure du champ. Cette perspective s'éloigne d'une représentation de l'action centrée sur la structure sociale et aussi d'une notion de sujet transcendantal ou rationnel individualiste, pour considérer l'agent comme un acteur situé dans un contexte concret structuré et structurant.

Nos avancées sur la recherche, dont les résultats partiels sont présentés dans ce travail, nous ont permis de détecter que, dans le champ scientifique argentin pendant la dictature, les positions occupées par les instituts et leurs directeurs ont été déterminées par la coexistence de, au moins, deux principes de hiérarchisation qui obéissaient à des logiques d'accumulation divergentes mais qui fonctionnèrent de manière simultanée en agissant entre les agents du champ, en fonction des capitaux préalablement détenus ou acquis pendant la période. L'un d'entre eux, dont la constitution historique répondit à une logique proprement académique, liée à l'acquisition de prestige institutionnellement reconnu et l'autre, nourri des interventions exogènes et cristallisé en capital politique<sup>10</sup>, défini par la concession de pouvoir institutionnel à des directeurs d'instituts, membres du directoire et de l'intervention du CONICET qui modifièrent les règles établies jusqu'alors. La nouvelle dynamique envisagée dans le processus de décentralisation et dans la création d'instituts de recherche eut un poids considérable pour le CONICET dans la lutte pour le pouvoir scientifique et dans la distribution des positions des agents sur le champ.

La matrice que nous avons utilisée pour l'AFCM était composée de 112 Instituts soumis au croisement de 17 variables que nous avons divisées en 3 groupes et qui nous ont aidés à expliquer la structure du champ scientifique-universitaire pendant la dictature. La construction de ces groupes de variables a été élaborée sur la base de décisions théoriques et aussi méthodologiques. Nous avons tenté de mettre en rapport la plus grande quantité d'information disponible en respectant les exigences que l'AFCM impose pour que les opérations statistiques soient valables (quantité suffisante d'individus –instituts- et de variables, symétrie dans les quantités de modalités, équivalence dans la fréquence de chaque modalité, etc.). L'avantage que cet outil nous a offert,

---

<sup>10</sup> Ce capital strictement politique n'est pas seulement le résultat d'une intervention exogène, mais, comme l'a démontré Beigel (2010) dans les champs académiques du Cône Sud ont existé historiquement des formes diverses de politisation relativement autonomes, qui nichèrent dans le monde scientifique et universitaire et acquièrent une spécificité dans le processus de conversion, comme le capital militant, le capital de pouvoir universitaire, etc.

c'est précisément, la possibilité de mettre en rapport mutuellement toutes les modalités des variables et le résultat obtenu nous a donné une vision plus complète du fonctionnement structurel du champ scientifique pendant la période que nous analysons.

Le premier groupe de variables<sup>11</sup>, que nous avons dénommé **Structure Institutionnelle** inclut des variables qui rendent compte des caractéristiques structurelles des instituts de recherche. La première est la **date de création**, dans laquelle nous avons fait trois coupures temporelles: jusqu'à 1975 (Hta 1975), depuis le début du gouvernement militaire jusqu'à l'année de réception du prêt BID (1976-1979) et à la fin de la période (1980-1983). La deuxième est **dépendance administrative** construite pour différencier les instituts qui dépendaient exclusivement du CONICET (Conicet) de ceux dépendant du CONICET en convention avec un organisme public (C-O.Pco), privé (C-O.Priv.) ou une université nationale de l'intérieur (C-U.Int.) ou de la région métropolitaine (C-U.Metr). Une autre variable de ce groupe est **l'emplacement géographique**, qui distingue les instituts situés dans la région métropolitaine (R.Metrop.) de ceux situés dans la Région Pampeana (R.Pamp.) et ceux qui sont à l'intérieur du pays, plus éloignés du centre politique administratif (Resto del país). La quatrième variable de ce groupe est la **quantité de subventions reçues entre 1976 et 1983**, construite à partir de la somme de toutes les subventions reçues par chaque institut pendant cette période dont les rangs sont : jusqu'à 15 subventions (Hta 15s), entre 16 et 31(16-31), entre 32 et 47(32-47) et ceux qui reçurent 48 ou plus subventions pendant la période (48-+s). Une autre variable comprise fut **l'appartenance au programme BID-CONICET** qui nous a permis de différencier les instituts qui firent partie du processus de décentralisation et furent destinataires de financement et équipement (SiPBID), vis-à-vis de ceux qui étaient exclus du programme et qui se maintinrent en dehors de cette politique(NoPBID). Finalement, nous avons

---

<sup>11</sup> Nous spécifions entre parenthèse la forme dans laquelle apparaîtra chaque modalité dans le graphique ou diaporama.

inclus la variable **orientation disciplinaire** qui divise les instituts en cinq catégories selon le critère de cette époque-là<sup>12</sup>: Sciences de la Médecine (Cs.Med.) qui recouvrait biochimie, physiologie, pharmacologie, neurologie, morphologie, endocrinologie et immunologie. Sciences Exactes (Cs. Exa.) intégrée par physique, astronomie et mathématiques. Sciences Naturelles (Cs.Nat.) formée par chimie, biologie animale et végétale, spécialités atmosphériques, lithosphériques et hydrosphériques, ressources naturelles liée à l'eau. Sciences Sociales et Humaines (Cs.Soc.yH.) qui recouvrait histoire, anthropologie, philologie, philosophie, psychologie, sciences sociales, sciences de l'éducation. Finalement Génie et Technologie (Ing/Tec).

Le deuxième groupe de variables, dénommé **Capital de pouvoir institutionnel du directeur** était formé par des variables rattachées à la trajectoire du directeur de l'institut au CONICET, à l'université et dans d'autres institutions scientifiques. Pendant la période de la dictature il y eut dans le CONICET un processus d'accumulation de postes dirigeants/consultants sur un nombre réduit de chercheurs non seulement vis-à-vis de la quantité de postes mais aussi de leur hiérarchie. En premier lieu, nous incluons dans ce groupe deux variables qui rendent compte de l'appartenance générationnelle: **ancienneté comme membre de la carrière du chercheur en 1983** dont les modalités sont jusqu'à 7ans (Hta. 7ant.), entre 8 et 18 ans (8-18ant), 19 ou plus années d'ancienneté (19o+ant.) et une modalité résiduelle pour ceux qui ne furent pas membre de carrière (s/antec.) **Age du directeur** divisé en moins de 50 ans (Hta50a), entre 51 et 60 ans (51-60a), 61 ou plus d'années (61-+a) et la variable résiduelle (S/info). Avec la variable **accumulation de postes dirigeants/consultants au CONICET** nous recherchions représenter la quantité de postes qui s'ajoutaient à celui de directeur d'un institut, soit dans des commissions consultatives, directoire, commissions de

---

<sup>12</sup> À travers Décision N° 640 du CONICET a adhéré au nomenclature élaboré en 1979 par le Secrétariat de Science et Technologie sur la base de la National Science Foundation et d'autres organismes européens.

qualifications, etc. Nous l'avons calculé par addition de tous les postes détenus entre 1976 et 1981 par chaque directeur. Ainsi, nous avons différencié des directeurs qui ne possédaient pas d'autre poste outre celui de diriger un institut (S/Carg.C) de ceux qui avaient entre 1 et 5 postes (1-5Carg.C), d'autres entre 6 et 10 postes(6-10Carg.C.) et de ceux qui détenaient entre 11 et jusqu'à 25 postes dirigeants/consultants outre celui de directeur d'institut pendant toute la période (11-25Carg.C.). Notre souci n'était pas seulement la quantité mais aussi la **hiérarchie des postes**, raison pour laquelle nous avons inclus une autre variable qui différencie ceux qui ont accumulé des postes de hiérarchie supérieure comme le directeur désigné par le gouvernement militaire et ses conseillers ou membres/présidents du Directoire (Int/Dir.) vis-à-vis de ceux qui étaient membres des diverses Commission Consultatives (C .As.) et, finalement ceux qui n'avaient pas de postes hiérarchiques et étaient seulement directeurs d'instituts (S/cargos Jer.). Un autre aspect enrichissant de l'analyse est la possession de **postes hiérarchiques/dirigeants dans une Université Nationale**. Etant donné que la totalité des directeurs étaient enseignants dans une université nationale, nous avons différencié ceux qui avaient en plus, un poste de recteur, doyen, vice-doyen ou vice-recteur, directeur d'un département, secrétaire académique, etc. (CJer/DirUN) vis-à-vis de ceux qui n'avaient pas de poste supplémentaire autre que celui d'enseignant (SCJer/DirUN). Finalement, nous avons inclus la variable **postes occupés dans d'autres institutions scientifiques publiques** (en dehors du CONICET et des Universités), où nous avons différencié les directeurs qui avaient un poste hiérarchique quelconque (directeur, représentant, fondateur, etc.) dans des institutions scientifiques du gouvernement (Si) de ceux qui n'avaient pas de postes dans ce type d'institutions (No).

Le dernier groupe de variables dénommé **Capital scientifique du directeur** a inclus des variables qui rendaient compte du capital académique du directeur et du niveau d'internationalisation atteint. Nous avons tenté de différencier les directeurs dont le passage par les circuits académiques internationaux signifia l'obtention de prestige national et

international reconnu, de ceux qui obtinrent seulement de la reconnaissance locale et de ceux qui se situèrent dans les marges des instances de consécration nationale et internationale. La première variable de ce groupe est le lieu **d'obtention du titre de post-graduation**, où nous différencions les directeurs qui n'avaient pas de post-graduation (Sin.Pos.) vis-à-vis de ceux qui avaient obtenu leur post-graduation dans une université étrangère (PhD) et d'autres qui l'avaient obtenu dans des universités argentines (D.Ac.). La variable **bourse ou séjours de recherche à l'extérieur** nous a permis de différencier entre directeurs qui n'avaient pas de bourse(S/beca), de ceux qui en avaient une financée par une institution nationale (BecaNac.), ceux qui la reçurent à travers une institution internationale (Beclnt.) et, finalement, ceux qui avaient obtenu des bourses d'institutions nationales et internationales (BecaNac/Int.). Nous avons inclus aussi la variable **quantité de publications enregistrées sur bases numériques entre 1976-1983** (SCOPUS, SCIENCE DIRECT). Cette variable tentait de rendre compte de l'accès aux canaux de publication et nous avons trouvé des directeurs qui n'enregistrèrent sur ces bases aucune publication (S/Public.), d'autres qui enregistraient une publication (1Public.), d'autres qui enregistraient entre 2 et 10 (2-10Public.), entre 11 et 20 (11-20Public.) et 21 ou plus (21-+Public.). Une autre variable de ce groupe est **l'obtention de prix et distinctions scientifiques** qui nous a permis de distinguer entre directeurs qui n'avaient reçu, jusqu'à 1983, aucun prix ou distinction de reconnaissance scientifique(S/Premio) de ceux qui avaient été reconnus par une institution nationale (PremioNac.) et ceux récompensés par des institutions nationales et internationales (PremioNac/Int.). Finalement, nous avons inclus la variable **appartenance à des Académies/Associations scientifiques** et là nous distinguons entre ceux qui n'étaient membres d'aucune Académie/Association (NoA.), ceux qui étaient seulement membre d'une institution nationale (A.Nac.), nationale et internationale (A.Nac./Int.) et ceux qui étaient directeurs ou fondateurs d'académies nationales (Dir./Fun.A.Nac.).

A l'aide de l'AFCM nous avons pu mettre en rapport l'information contenue sur toutes ces variables qui ont été projetées sur un plan factoriel où l'on peut visualiser les oppositions et ressemblances existantes entre les différents espaces. Pour l'élaboration de ces plans nous avons sélectionné les axes 1 et 2, qui constituent des facteurs résumant les combinaisons possibles des diverses variables. Chacun de ces axes est déterminé d'une manière prépondérante par une des variables et, ainsi, celle qui contribue le plus est celle qui définit cet axe. Dans notre cas l'axe 1 est déterminé par des variables de prestige du directeur d'institut liées au capital de pouvoir institutionnel et scientifique, tandis que l'axe 2 est déterminé par des variables structurelles en rapport aux ressources de l'institut. L'AFCM est une méthode qui permet de résumer les relations d'un grand nombre de variables et modalités et réduire l'ensemble des données, en synthétisant les données mais en gardant les rapports essentiels, c'est-à-dire, elle permet de trouver les oppositions principales entre modalités.

Le Diagramme N°1 montre la distribution des modalités des variables dans l'espace des axes 1 et 2 et nous permet de voir l'opposition que l'axe 1 établit entre les instituts à directeurs ayant plus de prestige scientifique et plus internationalisés, situés vers la gauche, avec des post-graduations à l'étranger, avec des bourses et prix internationaux, membres d'académies nationales et internationales et avec des niveaux de publications élevés. Alors que les instituts situés vers la droite montrent des caractéristiques opposées. Par ailleurs, cet axe rapproche les instituts à directeurs ayant plus d'accumulation et hiérarchie de postes dans le CONICET, c'est-à-dire, qui avaient plus de pouvoir institutionnel et les éloigne de ceux qui détenaient un volume moindre de ce capital. L'axe 2 trace les oppositions entre les instituts qui se différencient principalement par leur dépendance administrative, discipline et date de création. Ainsi, les instituts situés sur le quadrant inférieur gauche dépendaient du CONICET en convention avec une université métropolitaine ou avec une fondation privée de renommée, créée avant le coup d'état, et se consacraient principalement aux sciences de la médecine. Les instituts situés sur le quadrant inférieur droit

dépendaient du CONICET exclusivement ou en convention avec des fondations privées (récemment créées pour administrer des fonds d'instituts du CONICET) et se consacraient principalement aux sciences sociales et humaines. Ces instituts se différenciaient de ceux situés dans les quadrants supérieurs qui dépendaient du CONICET en convention avec une université de l'intérieur du pays, qui avaient été créés entre 1980 et 1983, qui faisaient partie du Programme BID-CONICET et qui se consacraient aux sciences exactes, naturelles ou génie et technologie.

[Insérer Diagramme N° 1 Modalités]

Dans le diagramme N°2 nous avons projeté les instituts (individus) sur le même plan et nous avons obtenu une image ou photographie de la structure du champ utilisé, dans laquelle la proximité de certains instituts dans l'espace doit s'interpréter comme une ressemblance de famille, une physionomie commune. De plus ce graphique nous a permis de faire une analyse en deux plans : celui des positions et celui des prises de positions. Ainsi, l'espace situé sur le quadrant inférieur gauche montre des propriétés d'instituts *reconnus* à directeurs ayant un capital scientifique ou académique élevé accompagné d'un grand volume de capital de pouvoir institutionnel et qui possédaient le poste de directeur avant l'intervention militaire. La plupart d'entre eux avaient plus de 60 ans et 19 ou plus d'ancienneté comme membres de la carrière de chercheur scientifique, avaient réalisé une post-graduation dans une université métropolitaine du pays et séjours de recherche dans des universités de l'extérieur comme résultat de l'obtention de bourses octroyées par des organismes internationaux (Guggenheim, Rockefeller, d'universités étrangères, etc.). Cet itinéraire par les considérés circuits internationaux de consécration s'est vu reflété par l'obtention de prix scientifiques, par l'appartenance (ou fondation/direction) à des associations scientifiques nationales ou internationales et par un haut degré de publications dans des revues spécialisées. Ces directeurs gagnèrent des positions de pouvoir au CONICET, en fait, c'est le groupe où il y eut non seulement accumulation de postes dirigeants entre 1976 et 1983

(jusqu'à 25 postes détenus par une même personne) mais aussi une hiérarchie élevée de postes. Ils possédaient aussi des postes dirigeants ou hiérarchiques dans des universités nationales ou d'autres institutions scientifiques publiques. C'est-à-dire qu'ils représentaient un groupe au sein duquel il y avait correspondance entre le capital scientifique et le capital de pouvoir institutionnel. Les instituts sous leur direction appartenaient au CONICET en convention avec une université métropolitaine ou une fondation privée de renommée. Ils ont été créés dans la période antérieure au coup d'état et la plupart d'entre eux appartenait aux sciences médicales. Nous pourrions penser, alors, que dans la définition de ces positions a prévalu un principe de hiérarchisation endogène, plus proprement scientifique, préexistant dans le champ avant l'avènement du gouvernement militaire. En conséquence, nous l'avons dénommé l'espace des instituts et des directeurs **Anciens** pour le différencier des autres espaces.

Sur le quadrant inférieur gauche mais plus près du centre du diagramme nous retrouvons des instituts dirigés par des agents qui avaient moins de prestige scientifique que ceux du groupe antérieur et qui, cependant, détenaient le même ou plus de capital de pouvoir institutionnel. C'est la raison pour laquelle ils apparaissent proche aux antérieurs dans l'espace. Dans ce cas-ci c'était des instituts consacrés principalement aux sciences naturelles créés après la montée du gouvernement militaire et dont les directeurs avaient été désignés par l'intervention militaire. Nous l'avons dénommé **Imposés** puisqu'ils répondaient éminemment à un principe de hiérarchisation exogène, externe au champ scientifique.

Ces deux espaces (**Anciens et Imposés**) concentrèrent le pouvoir institutionnel dans le CONICET pendant la dictature, ce sont ceux dont les directeurs accumulèrent des postes dirigeants même s'il y avait entre eux une différence fondamentale qui exprime la présence de deux forces qui dynamisèrent le champ scientifique pendant la période : l'une liée au développement antérieur du champ basée sur une logique plus proprement scientifique et l'autre, issue du résultat de l'intervention externe du pouvoir militaire dans le champ.

L'espace situé dans la partie supérieure du graphique exprime un espace résultant de la politique d'expansion vers l'intérieur du pays et de la liaison avec des universités éloignées de la région métropolitaine. Les directeurs de ces instituts étaient jeunes, de moindre ancienneté comme membres dans la carrière de chercheur et avec un faible pouvoir institutionnel dans le CONICET, même si, d'autre part ils détenaient des postes dans d'autres institutions scientifiques publiques. Ils avaient obtenu leur doctorat à l'étranger et des bourses de recherche dans un pays étranger, de plus la plupart d'entre eux avaient obtenu des prix scientifiques nationaux et appartenaient à une académie ou association scientifique du pays. Ils représentent un groupe à haut niveau de publications dans des revues scientifiques spécialisées. Les instituts qu'ils dirigeaient ont été créés vers la dernière étape du gouvernement militaire et après la réception du prêt BID, entre 1980 et 1983, donc la plupart d'entre eux appartenaient à un Centre Régional et étaient inclus dans le programme BID. Ceci signifia une forte injection de ressources destinées à la construction et équipement des instituts et à l'incorporation de chercheurs et boursiers. Ils dépendaient du CONICET en convention avec une université de l'intérieur du pays et se consacraient aux sciences exactes, naturelles ou génie/technologie, ce qui démontre que le processus de création de nouveaux instituts liés à la décentralisation du système scientifique dynamisa ces disciplines qui auparavant avaient été laissées de côté dans la distribution des ressources. Nous avons dénommé ce groupe l'espace des **Nouveaux Venus** dans le champ parce que, comme nous l'avons dit, c'était des instituts récemment créés, dirigés par des chercheurs dont la renommée était en processus de consolidation et se consacraient à des disciplines historiquement oubliées par le CONICET.

Finalement, nous identifions l'espace inférieur droit qui représente le résultat plus direct de la dépuración produite pendant la dictature. Ces instituts furent créés pendant la première étape du gouvernement militaire (1976 et 1979), ils étaient détachés des universités nationales puisqu'ils dépendaient exclusivement du CONICET ou en convention avec des fondations privées récemment créées ou avec des organismes de

gouvernement et se consacraient principalement aux sciences sociales et humaines. Leurs directeurs détenaient moins de prestige scientifique en rapport à l'ensemble et ne possédaient pas de capital de pouvoir institutionnel, pourtant ils furent désignés directeurs par le gouvernement militaire. Nous n'enregistrons pas de données d'obtention de bourses pour études ou séjours à l'étranger, pas de prix ou distinctions non plus, ni appartenance à des académies ou associations et nous n'avons pas retrouvé des publications sur les bases que nous avons consulté. Entre eux nous retrouvons quelques-uns de rang militaire, un autre Ministre de l'Education au début du gouvernement militaire, d'autres jugés après la dictature pour détournement de fonds publics à travers des fondations, d'autre avec une importante trajectoire dans des institutions catholiques mais avec de faibles antécédents scientifiques ou académiques. En définitive, nous pourrions dire que les instituts et directeurs dans cet espace furent **Transplantés** et représentaient la version la plus pure d'une logique de fonctionnement exogène imposée au champ scientifique.

*[Insérer Diagramme N°2 Modalités et Individus]*

## **RÉFLEXIONS FINALES**

La politique militaire pour la recherche scientifique développée entre 1976 et 1983 mit en marche deux processus qui agissent de manière superposée dans le champ scientifique. D'une part, le gouvernement installa des dispositifs de disciplinement et de dépuración aussi bien dans les universités que dans le CONICET dans le but de réduire, fermer et/ou contrôler ces espaces. Mais, d'autre part, il s'est produit une réorganisation des ressources qui provoqua la contraction dans le cas des Universités mais qui ouvrit des espaces extrauniversitaires et qui situa le CONICET comme centre prioritaire pour le développement de la recherche scientifique.

Le principal outil que le gouvernement utilisa pour concrétiser les deux processus fut le transfert de ressources budgétaires depuis

les universités vers le CONICET entre 1975 et 1976 dans la Finalité Sciences et Techniques du budget national. De sorte qu'il y eut une augmentation des versements pour le CONICET et une perte simultanée de participation des universités dans cette Finalité.

Dans le cas du CONICET ce transfert s'est traduit par une forte injection budgétaire qui favorisa sa croissance structurelle et son expansion vers l'intérieur du pays. Même s'il est vrai que le CONICET n'a pas été épargné de l'autoritarisme et comme nous l'avons souligné, il souffrit d'une dépuración de chercheurs et domaines disciplinaires, pendant cette période, il bénéficia d'un processus de croissance et décentralisation institutionnelle qui finirait par une restructuration complète du système scientifique argentin.

Pour ce qui est des universités, elles souffrirent une profonde contraction de leur activité de recherche et académique qui fut accompagnée par l'étouffement économique, l'installation de mesures tendant vers la diminution de l'effectif universitaire et la réduction des dimensions du système et aussi l'attaque au corps enseignant et étudiant. Ceci entrava le processus de modernisation et expansion universitaire qui se développaient depuis un certain temps et inaugura une des étapes plus régressives de l'histoire des universités nationales.

En définitive, nous avons pu constater que le raffermissement du CONICET pendant la dictature eut lieu au détriment des universités et que les deux événements firent partie d'un même processus historique difficile à différencier, et dont le résultat fut un profond éloignement entre les deux institutions et la concentration de l'activité scientifique sur le CONICET dépouillée de la connaissance accumulée dans les universités.

Nous pourrions trouver les raisons de cette asymétrie dans la nécessité du gouvernement militaire à renforcer un domaine extrauniversitaire qui avait des degrés inférieurs d'autonomie et politisation que les universités. Ceci explique non seulement la croissance et décentralisation du CONICET mais aussi le démantèlement académique et politique des universités plus grandes et peuplées, situées dans la région métropolitaine du pays.

Cette politique scientifique-universitaire, caractérisée par une inouïe combinaison de mesures restrictives et de modernisation, fut accomplie par le gouvernement militaire à travers des décisions directes et unidirectionnelles qui provoquèrent des changements structuraux dans le système scientifique et qui s'inscrivirent sur de nombreux documents de gouvernement. Mais, dans un même temps, existèrent des situations où le gouvernement offrit une certaine autonomie dans le fonctionnement du CONICET en favorisant le raffermissement d'un groupe de chercheurs qui accumulèrent du pouvoir institutionnel et exécutèrent cette politique scientifique en participant activement et en orientant leurs décisions de manière hétérogène selon le capital scientifique préexistant.

De sorte que, la politique imposée « depuis le haut » eut une corrélation dans le CONICET au sein duquel des groupes traditionnels (appartenant principalement aux sciences médicales) et d'autres nouveaux qui entrèrent au champ comme résultat de l'intervention militaire (appartenant surtout aux sciences naturelles), orientèrent la politique en prenant des décisions « depuis le bas » et leur donnant certaines caractéristiques qui favorisèrent le maintien de leurs propres positions de pouvoir institutionnel.

Ce fait nous a conduit, inévitablement, à mettre en discussion la notion d'autonomie surtout si l'on considère le contexte particulier caractérisé par une claire intromission du pouvoir étatique dans le champ scientifique. L'action de forces exogènes qui purent se développer comme résultat de l'intervention directe du pouvoir militaire impliqua pour le CONICET la sortie de certains joueurs (chercheurs et boursiers) pour des causes étrangères à leurs trajectoires scientifiques et l'entrée de nouveaux joueurs. Mais, malgré la perte totale de la plus élémentaire des autonomies, agirent au sein du CONICET des forces relativement indépendantes, dont quelques-unes purent maintenir la vigueur d'une logique propre à un état antérieur du champ.

C'est-à-dire nous identifions l'existence de forces endogènes qui réussirent à préserver le pouvoir scientifique et le pouvoir institutionnel, avec la suffisante autonomie pour consolider

certain secteurs et groupes disciplinaires de prestige ancien, en permettant une solution de continuité. Ainsi, pour ces positions dans le champ il fut possible de soutenir les capitaux plus spécifiquement scientifiques et de pouvoir institutionnel comme base de leurs enjeux et luttes. Ce fut le cas des sciences médicales et des instituts positionnés dans l'espace que nous avons dénommé des Anciens. Simultanément, agirent des agents qui étaient dotés de ces capitaux de manière exogène par l'intervention militaire mais qui eurent aussi une certaine autonomie ou degré de liberté qui leur permit de consolider de nouveaux domaines disciplinaires comme le cas des sciences naturelles, que nous avons dénommés par leur position comme l'espace des Imposés.

Le relevé de l'accumulation de postes des directeurs de ces instituts, que nous avons inclus dans l'analyse de correspondances multiples, nous a permis de démontrer que ces agents avec du pouvoir institutionnel agirent énergiquement au sein du CONICET en prenant des décisions sur la décentralisation, la création de nouveaux instituts et le raffermissement de certains domaines, la distribution budgétaire, etc.

Dans d'autres espaces du champ nous avons repéré la présence de nouveaux groupes qui se sont installés et munis de prestige scientifique internationalisé comme le cas des disciplines exactes, naturelles et technologiques que nous avons dénommé espace des Nouveaux Venus. Ces instituts reçurent une forte impulsion pendant la période parce qu'ils furent le fer de lance du processus de décentralisation et croissance de l'intérieur du pays. Dans d'autres cas, nous retrouvons des instituts qui fonctionnèrent comme d'une espèce de carcasse créés comme résultat d'intérêts personnels et dont la croissance institutionnelle ne correspondit pas au capital académique de ceux qui dirigèrent ces instituts, qui furent imposés de manière exogène. C'est le cas des sciences sociales et humaines que nous avons dénommé par leur position comme l'espace des Transplantés et qui n'eurent pas un effet durable dans la structure du champ après la finalisation du gouvernement militaire.

De sorte que, le champ scientifique pendant la dictature fut traversé par deux logiques de fonctionnement articulées et coexistantes. Deux principes de hiérarchisation (endogène et exogène) dont la coexistence démontre qu'il y eut des ruptures mais aussi des continuités. Cette politique scientifique, et sa structure résultante, ne fut pas déterminée seulement par des décisions élaborées depuis les sphères des commandements militaires mais elle se sustenta d'un ensemble d'actions de groupes scientifiques qui détenaient un grand capital scientifique et institutionnel accumulé ou qui bénéficièrent de ces capitaux de manière exogène mais qui, dans les deux cas, disposèrent d'une certaine autonomie ou degré de liberté qui leur permit de consolider des domaines disciplinaires de prestige ancien, de positionner de nouveaux groupes de prestige récent ou de substituer des groupes disciplinaires par de nouveaux agents scientifiquement dépourvus.

En définitive, nous pourrions dire que le gouvernement militaire disposa d'une politique pour la recherche scientifique qui utilisa le CONICET comme son principal acteur et la politique de création d'instituts et de décentralisation comme ses outils principaux. Cette période de dictature signifia pour le champ scientifique argentin un point d'inflexion, une étape cruciale et décisive durant laquelle se développèrent des processus qui provoquèrent une restructuration complète du champ scientifico-universitaire donnant lieu à une nouvelle structure de relations.

**Agradesco a Dominique Vinck por invitarme a publicar este artículo y darme la posibilidad de reproducir algunos resultados de mi investigación doctoral.**

## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

- Algañaraz, V. et Bekerman, F. (2011) The BID-CONICET loan: A case of financial dependency of Science public policy during the Argentine military dictatorship (1976-1983) dans Beigel, F. et Sabea, H. (2011) Academic dependency: the challenge of building autonomous social sciences in the South, EDIUNC-SEPHIS: Mendoza. Sous presse.
- Ansaldi, W. (2004) Matriuskas del terror. Algunos elementos para analizar la dictadura Argentina dentro de las dictaduras del Cono Sur en Pucciarelli, A. (coord.) Empresarios, tecnócratas y militares. La trama

corporativa de la última dictadura militar. Buenos Aires: Siglo XXI, pp. 27-51.

- Beigel, F. (2010) (Coord.) Autonomía y dependencia académica. Universidad e investigación científica en un circuito periférico: Chile y Argentina (1957-1980). Buenos Aires: BIBLOS.
- Bourdieu, P. (2003) [1999] Intelectuales, política y poder. Buenos Aires: Eudeba
- Dagnino, R et Thomas, H (1999) La política científica y tecnológica en América Latina: nuevos escenarios y el papel de la comunidad de investigación. *Revue Redes* N°13, Vol. 6, Mai, pp.49-74.
- Gertel, H. (1987) Aspectos distributivos en el análisis del subsidio a la educación universitaria en la Argentina. *Revue Crítica y Utopía* N°14-15.
- Kaufmann, C. (2001) (Dir.) Dictadura y Educación. Tomo I. Universidad y grupos académicos argentinos (1976-1983). Buenos Aires: Mino y Dávila.
- Losego, P. et Arvanitis, R. (2008) Science in non-hegemonic countries. *Revue d'anthropologie des connaissances* 2008/3, Vol. 2, n° 3, pp. 343-350
- Mouton, J. et Waast, R. (2009) Comparative Study on National Research Systems: Findings and Lessons. UNESCO Forum on Higher Education. Research and Knowledge/International Centre for Higher Education Research Kassel at the University of Kassel. Chapitre 5, pp.147-169.
- Oteiza, E. (Dir) (1992) La política de investigación científica y tecnológica en Argentina. Buenos Aires: CEAL.
- Pérez Lindo, Augusto (1985) Universidad, política y sociedad. Buenos Aires: EUDEBA.
- Rapoport, M. (2000) Historia económica, política y social de la Argentina (1880-2000). Buenos Aires: Ediciones Macchi.
- UNESCO- PNUD (1981) Informe PNUD: Desarrollo y educación en América Latina. Informes finales, Volume I.
- Vessuri, H. (1983) Consideraciones acerca del estudio social de la ciencia en Díaz, E., Texera, Y. et Vessuri, H. (Dir.) La ciencia periférica. Venezuela: Monte Avila, pp. 9-34.
- Weinberg, G. (1987) Aspectos del vaciamiento de la Universidad Argentina durante los regímenes militares recientes en Universidad y política en América Latina. UNAM, México, pp. 15-34.

#### **SOURCES DOCUMENTAIRES**

- CONICET (1978) Antecedentes, estructura y organización. Filosofía, objetivos y resultados. Mecanismos de acción. Buenos Aires.
- CONICET (1979) Primer encuentro de directores de institutos del CONICET. Bahía Blanca.
- CONICET (1980) Programa de desarrollo de Centros Regionales. BID-CONICET. Buenos Aires.
- CONICET (1982) Informe 1971-1981. Buenos Aires.
- CONICET (1983a) Informe de las actividades 1976-1982. Buenos Aires

- CONICET (1983b) Cumplimiento de sus objetivos específicos 1971-1981. Buenos Aires.
- CONICET (1985) Boletín Informativo. Abril-Septiembre. Buenos Aires.
- CONICET (1989) Informe sobre investigaciones de hechos ocurridos en el CONICET. Periodo 1976-1983. Buenos Aires.
- Convenio N°348/OC-AR entre BID y la Nación Argentina.
- Dirección Nacional de Asuntos Universitarios. Sector Documentación e Información Universitaria (1986) Universidades Nacionales. Reseña estadística - Documento de trabajo. Buenos Aires.
- Ministerio de Economía y Producción- Secretaría de Hacienda-Oficina Nacional de Presupuesto (2007) Sector Público Argentino No-Financiero-Cuentaahorro-inversión-financiamiento-1961-2004. Buenos Aires.
- Resolución del CONICET N°217, 25/11/1976.
- Resolución del CONICET N°640, 08/11/1979.

---

**Fabiana BEKERMAN**, es Doctora en Ciencias Sociales con mención en Sociología por la Universidad Nacional de Cuyo. Tesis doctoral denominada «La estructura del campo científico argentino: reconfiguraciones, desplazamientos y transferencias producidos durante la última dictadura militar». Becaria posdoctoral del Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Tecnológicas (CONICET). Miembro del equipo de investigación del Programa de Investigaciones sobre Dependencia Académica en América Latina (PIDAAL). Adscripta en la cátedra Estructura Social de la carrera de Sociología en la Facultad de Ciencias Políticas y Sociales- Universidad Nacional de Cuyo. Principales publicaciones: (2011) La expansión de las research capacities en tiempos de dictadura: la política de creación de institutos en el CONICET y su impacto en la estructura del sistema científico argentino (1974-1983) en Revista Estudios de la Universidad Nacional de Córdoba - Centro de Estudios Avanzados (UNC-CEA), Enero-Junio, Número 25, ISSN 0328-185X. (2010) El campo científico argentino en los años de plomo: desplazamientos y reorientación de los recursos en Revista Socio Histórica Cuadernos del CISH, N° 26, ISSN: 1514-0113-Agosto. (2010) Modernización conservadora: los designios de la investigación científica durante el último gobierno militar en Argentina en Beigel, F. (Coord.) Autonomía y dependencia de las ciencias sociales: Chile y Argentina (1957-1980), BIBLOS, ISBN 978-950-786-847-4. Buenos Aires. Pp.207-232. (2009) Investigación científica bajo el signo militar (1976-1983): la bisagra entre el CONICET y la Universidad en Revista Controversias y Concurrencias Latinoamericanas, Número 2, Año I-Septiembre. En prensa: (2011) The BID-CONICET loan: A case of financial dependency of Science public policy during the Argentine military dictatorship (1976-1983)/ El préstamo BID-CONICET: Un caso de dependencia financiera en la política científica de la dictadura militar argentina (1976-1983) en Beigel, F. y Sabea, H. (2011) Academic dependency: the challenge of building autonomous social sciences in the

South, EDIUNC-SEPHIS: Mendoza. Argentina (publicación bilingüe). (2011)  
CONICET's Research Capacity Expansion during Argentina's Dictatorship  
and its Impact on Scientific Fields (1974-1983) in Beigel, F. (Ed.) The  
Struggle for Academic Autonomy in Latin America. ISBN 978-1-4094-3186-  
2, Ashgate: London.

---

Dirección postal:

---

Lamadrid 779 Ciudad  
CP.5500 Mendoza  
Argentina

---

E-Mail:

---

[bekermanf@gmail.com](mailto:bekermanf@gmail.com)

---